

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Mairie de MIOS
-
Service des marchés publics
Hôtel de ville
Place du 11 Novembre
BP 13
33380 MIOS
Tél: 05.56.26.66.21
Fax : 05.56.26.41.69
Mail : mairie@villemios.fr

TRAVAUX D'EXTENSION DE L'ECOLE RAMONET DE LACANAU DE MIOS

Cahier des Clauses Administratives **Particulières**

N° du CCAP : 11/2012

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMBLEMES	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.3 BIS - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	5
1.4 - CONTROLE TECHNIQUE	5
1.5 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	5
1.6 - ETUDE D'EXECUTION ET DE SYNTHESE	7
1.7 - ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION	7
1.8 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	9
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	10
2.1 – PIECES SPECIFIQUES CONTRACTUELLES	10
2.2 – PIECES GENERALES CONTRACTUELLES	11
ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHÉ	12
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	12
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	12
3.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	12
ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
4.1- GARANTIE FINANCIERE	13
4.2- AVANCE	14
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	14
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
5.2 - PAIEMENT DES COTRITAIENTS ET DES SOUS-TRITAIENTS	15
ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	16
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	16
6.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	16
6.3 - PENALITES POUR RETARD	17
6.3.1 - PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION (CF TABLEAU RECAPITULATIF CI-APRES)	17
6.3.2 - PENALITES POUR RETARD DANS LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS (CF TABLEAU RECAPITULATIF CI-APRES)	18
ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	18
ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES	18
ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	19
ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION	19

ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	19
11.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	19
11.2 - EMBLEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS	19
11.3 - SIGNALISATION DES CHANTIERS	20
ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	20
12.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	20
12.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	20
12.3 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	20
12.4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	20
12.5 - TRAVAUX NON PREVUS	21
ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX	21
ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES	21
14.1 - DELAIS DE GARANTIE	21
14.2 - ASSURANCES	21
ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE	21
ARTICLE 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	22

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Travaux d'extension de l'Ecole Ramonet de Lacanau de Mios

Lieu(x) d'exécution : Avenue de Verdun
33 380 MIOS

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Charges.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Les travaux sont répartis en 11 lots :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
01	GROS ŒUVRE
02	CHARPENTE COUVERTURE ZINGUERIE
03	ETANCHEITE
04	MENUISERIE
05	PLATRERIE
06	PLOMBERIE
07	ELECTRICITE
08	CHAPE LIQUIDE
09	CARRELAGE FAIENCE
10	SOL SOUPLE
11	PEINTURE

1.3 - Maîtrise d'œuvre

La mission du maître d'œuvre est composée d'une mission de base

MARTINS ARCHITECTURE
9 rue Buhan
33000 BORDEAUX

1.3 bis - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :
La maîtrise d'ouvrage n'a pas désiré confier de mission OPC dans le cadre de ce marché.

1.4 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par :

APAVE
Zone industrielle
Avenue Gay Lussac
33 370 Artigues-près-Bordeaux

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

Code	Libellé
LP	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
At Hand	Attestation d'accessibilité handicapé

1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau II** sera assurée par :

Monsieur Jean Gilles LAFENETRE
LVM Ingenierie
39 rue Cramat
33 160 Saint Médard en Jalles

En conséquence, les Entreprises devront fournir au Coordonnateur de Sécurité en autant d'exemplaires que nécessaire, avant le début des travaux, un P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) dans les conditions réglementaires fixées par la loi 93-1418 du 31/12/93 et le décret 94-1159 du 26/12/94 et en assurer leur diffusion, avant toute intervention sur le chantier, à l'ensemble des Services concernés :

- Directeur Départemental du Travail
- C.R.A.M.I.F.
- Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P.
- etc.

après avis du médecin du travail.

Les P.P.S.P.S. devront tenir compte des prescriptions du P.G.C. (Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé) établi par le Coordonnateur de Sécurité et joint au Dossier de Consultation.

L'Entreprise du Corps d'Etat principal ou exécutant des travaux comportant des risques particuliers devra en outre transmettre au Coordonnateur de Sécurité les exemplaires de son P.P.S.P.S., nécessaire à la diffusion aux autres Entreprises, en autant d'exemplaires que de lots techniques définis au dossier d'Appel d'Offres.

Chaque Entreprise, pour ce qui la concerne, est tenue de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou autres.

Spécialement, elle doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'elle utilise sur le chantier : échafaudages, garde-corps, filets, engins de levage, installations électriques, etc...

Les Entreprises devront adresser au Coordonnateur de Sécurité les bordereaux à jour de leurs plans d'exécution, et sur demande éventuelle du Coordonnateur, les plans d'exécution dont il aurait besoin.

Elles devront tenir compte des indications notées sur le "Livre Journal" qu'elles devront parapher lorsqu'elles les concernent.

- Ouvriers étrangers

La proportion des ouvriers étrangers ne pourra pas dépasser le pourcentage qui résulte des lois et règlements en vigueur au moment de l'exécution des travaux. Ces ouvriers doivent être autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- Sécurité du chantier

L'entrepreneur prendra à son compte toutes les dispositions nécessaires pour protéger ses travaux contre les chocs ou détériorations quelconques. Il restera responsable des dégâts résultant de l'inobservation de cette clause sans qu'il puisse invoquer un cas de force majeure.

L'entreprise remettra au Maître d'Œuvre, avant le commencement des travaux : le nom, qualité, titres et références de la personne chargée de la direction des travaux.

- Hygiène du chantier

Les lieux doivent être mis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

Passé ce délai, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par lettre recommandée.

- Coordination

L'Entrepreneur doit apporter, dans la réalisation des travaux, la plus grande diligence, suivre pour leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit, la marche indiquée par le Maître d'Œuvre.

Il est tenu :

- d'une part, de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant.

- d'autre part, d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements, outillages, engins et moyens de toute sorte suffisants, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

Il ne peut détourner pour un autre service, sans autorisation écrite du Maître d'Oeuvre, aucun ouvrier ni aucune partie des matériaux approvisionnés.

Au cas où un retard serait constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître de l'Ouvrage peut, sur proposition du Maître d'œuvre, mettre en demeure l'Entrepreneur (et ce sans incidence de prix) :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers, ou usines ;
- d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

Chacun des entrepreneurs appelés à concourir à un même ouvrage doit se tenir au courant de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, fournir les indications nécessaires à l'exécution de ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer au Maître d'Œuvre.

L'ensemble des dispositions du présent chapitre, qu'il s'agisse de mesure de coordination ou d'organisation collective, ne saurait en rien diminuer la responsabilité directe de l'entreprise envers le Maître de l'Ouvrage pour les travaux qui la concernent. De même, la responsabilité des fautes et retards des entreprises ne saurait être imputée au Coordonnateur.

1.6 - Etude d'exécution et de synthèse

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du CCAG Travaux.

1.7 - Ordonnancement – Pilotage – Coordination

Dans le cadre de cette opération, le maître d'ouvrage n'a pas souhaité confier une mission Ordonnancement Pilotage et Coordination. Cette mission devra être assurée par le maître d'ouvrage.

L'Entrepreneur qui a la charge des plans d'exécution les soumet avec les notes de calcul y afférentes et les spécifications techniques détaillées aux visas des Maîtres d'œuvre, Bureau d'Etudes et Bureau de Contrôle qui les retourneront avec leurs observations éventuelles au plus tard 3 semaines ouvrables après leur réception.

Dans le cas d'entreprises séparées, Le Coordonnateur OPC sera chargé de la mission d'agent de liaison. Cette mission commence à la notification du marché et se termine à la réception des ouvrages. L'agent de liaison propose à la Maîtrise d'œuvre toutes suggestions de nature à faciliter l'exécution des travaux, en accord avec les entreprises ; il participe à l'établissement du planning détaillé et des plans d'installation de chantier.

Période de préparation – préparation d'exécution des travaux :

Le délai contractuel commence à courir à la date fixée par l'Ordre de Service de commencer les travaux il comprend la période de préparation qui est fixée à vingt huit jours.

. Dans le cas d'entreprises non groupées, sont établis conjointement par la Maîtrise d'œuvre et les entrepreneurs.

- établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier.
- établissement des documents à remettre au Coordonnateur SECURITE/PROTECTION/SANTE (PPSPS).

- établissement d'une décomposition du prix forfaitaire en valorisations, permettant de dresser les situations mensuelles des travaux.
- établissement du calendrier d'exécution.
- établissement des plans définitifs d'exécution.
- établissement des bons de commande aux fournisseurs conventionnés.

Sur le plan des installations de chantier, doivent figurer :

- l'emplacement des bureaux de chantier et annexes (réfectoire, vestiaires, sanitaires, etc).
- l'emplacement des centrales à béton, s'il y a lieu, et des stockages d'agrégats.
- l'emplacement des ateliers de ferrailage, de préfabrication et de coffrage.
- l'emplacement des voies de grues, avec indication des périodes de travail et des périodes de transfert, ainsi que celui des monte matériaux s'il y a lieu.
- les baraquements ou les lieux de stockage du matériel et éléments préfabriqués ainsi que les parcs à acier.
- les postes de transformation de chantier, les surpresseurs s'il y a lieu, les réservoirs et postes d'eau ainsi que le schéma des branchements provisoires.
- les zones de mise en dépôt des terres en attente de réemploi, ainsi que les zones éventuellement interdites aux entreprises.
- l'emplacement des branchements et compteur pour l'eau, l'électricité, etc.
- les clôtures provisoires de chantier si nécessaire.

Figureront, en outre, sur le plan d'installation de chantier, tous renseignements qui seraient jugés utiles ou nécessaires par les entreprises, la Maîtrise d'œuvre et par le Coordonnateur SECURITE/PROTECTION SANTE.

- Bureau de chantier

Le Maître d'Ouvrage mettra à disposition un local situé sur placette face au chantier. L'entreprise de GO sera chargée de réaliser un cloisonnement intérieur de ce local afin de le dédoubler pour éviter interférences avec lieu de stockage existant (activités école et associations). Ce local est éclairé et possède PC. Si nécessaire le lot ELECTRICITE complètera aménagement (pt lumineux et convecteur). Ce local sera équipé de tables et chaises et de patères pour vêtements (à charge Maître d'Ouvrage). L'entretien du local sera réalisé à tour de rôle suivant avancement par les lots intervenant.

Les frais correspondants sont donc réputés inclus dans le prix forfaitaire de l'entreprise.

- Rendez-vous de chantier

L'entrepreneur ou son représentant se rend dans les bureaux de la Maîtrise d'œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants. En cas d'entrepreneurs groupés, l'obligation ainsi définie s'applique au Mandataire et à chacun des autres contractants.

La présence de l'entrepreneur aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence de l'entreprise ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, et mention du fait est portée au compte-rendu de fin de rendez-vous.

L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, de toutes conséquences en résultant.

- Observations du Bureau de Contrôle

L'entrepreneur est tenu de répondre à toutes les observations ou recommandations du Bureau de Contrôle, de la Maîtrise d'œuvre et du Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum d'une semaine. A défaut la situation des travaux pourra être bloquée, en tout ou partie, jusqu'à la fourniture de la réponse et levée des réserves. La copie des réponses faites au Bureau de Contrôle devra être transmise à l'Architecte et au Maître d'Ouvrage (le jour même de cette réponse).

- Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails :

Chaque entreprise doit exécuter ses propres plans d'exécution et les soumettre à l'approbation de l'Architecte et du Bureau de Contrôle. Elle devra également fournir ses plans de percements qui seront reportés sur les plans de béton armé par le soin de l'entreprise de gros œuvre ; tous percements ou études complémentaires occasionnés par des plans de réservation erronés, ou remis en retard, seront à la charge de l'entreprise défaillante.

L'un des plans annexés au PGC, si nécessaire, fait apparaître les emplacements qui, en dehors de l'emprise proprement dite de l'opération, sont mis gratuitement à disposition de l'entrepreneur pour ses installations de chantier et de dépôt provisoires de matériels, matériaux et terre à réemployer. Les dits emplacements doivent être remis en état par l'entrepreneur, à la fin des travaux, avant expiration du délai d'exécution.

Les voies et réseaux divers existant sur le terrain sont mis à disposition de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Le projet des installations de chantier indique, parmi ces voies et réseaux, ceux qui doivent être maintenus après la fin des travaux et ceux qui doivent être supprimés. Les ouvrages qui doivent être maintenus sont restitués par l'entrepreneur dans l'état où ils étaient lorsqu'ils ont été mis à sa disposition ; ceux qui sont appelés à être ultérieurement supprimés sont entretenus pour les besoins du chantier mais leur remise en l'état initial n'est pas exigée à la fin des travaux.

L'entretien et la réparation doivent être effectués par les entrepreneurs qualifiés.

Les dépenses relatives à l'entretien et à la remise en état des voiries et réseaux divers fournis par le Maître d'Ouvrage sont à la charge de l'entrepreneur auquel incombent les dépenses d'établissement et d'entretien des moyens d'accès et des chemins de services nécessaires pour les parties communes du chantier.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments, sauf disposition contraire du projet d'installation de chantier ou autorisation écrite de l'Architecte.

1.8 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

2.1 – Pièces spécifiques contractuelles

L'énumération contenue dans cet article constitue une dérogation à l'article 4 du CCAG travaux.

- L'acte d'engagement (A.E) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Arrêté du permis de construire PC 033 284 11 K0162 et ses prescriptions particulières,

- Le rapport initial du bureau de contrôle
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé établi par LMV Ingénierie

- Etude géotechnique d'avant-projet,
- Rapport étude thermique,
- Les Prescriptions Communes à tous les lots (Lot 00),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières par Lots (C.C.T.P) et ses documents annexés :

LOT 01- Gros Œuvre

LOT 02- Charpente Couverture Zinguerie

LOT 03- Etanchéité

LOT 04- Menuiserie

LOT 05- Plâtrerie

LOT 06- Plomberie

LOT 07- Electricité

LOT 08- Chape liquide

LOT 09- Carrelage Faïence

LOT 10- Sol souple

LOT 11- Peinture

- Pièces graphiques :

Architectes

-01 - Plan de situation et de masse : 1/200

-02 - Plan Rez-de-chaussée et façades : 1/50 ; 1/100

-03 – Coupes AA, BB, CC et DD + Détails 1 et 2 : 1/50 ; 1/10

-04 – Détails 3, 4, 5 et 6 : 1/10

-05 – Plan structure bois : 1/100

-06 – Plan accessibilité handicapé : 1/100

-07 – Plan sécurité : 1/100

-08 – Plan information : 1/100

- 09 – Plan électricité : 1/100
- 10 – Plan carrelage WC Hommes : 1/50
- 11 – Plan carrelage WC Femmes : 1/50
- 12 – Plan carrelage WC Enfants : 1/50
- 13 – Perspectives

Bureau étude Bois

- Ingénieur Bois : SB-01.1
- Ingénieur Bois : SB-01.2
- Ingénieur Bois : SB-01.3
- Ingénieur Bois : SB-01.4

- C.D.P.G.F :
 - LOT 01- Gros Œuvre
 - LOT 02- Charpente Couverture Zinguerie
 - LOT 03- Etanchéité
 - LOT 04- Menuiserie
 - LOT 05- Plâtrerie
 - LOT 06- Plomberie
 - LOT 07- Electricité
 - LOT 08- Chape liquide
 - LOT 09- Carrelage Faïence
 - LOT 10- Sol souple
 - LOT 11- Peinture
- Le planning prévisionnel des travaux,

Les exemplaires des pièces contractuelles conservés en Mairie font seuls foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toutefois en cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés à la plus grande échelle ont la priorité.

Les spécifications non portées au CCTP mais inscrites sur les plans et documents joints au CCTP ont même valeur que celles des CCTP.

2.2 – Pièces générales contractuelles

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009

Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux

Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Les décrets, textes, circulaires, règlements en vigueur et applicables à la date de remise des offres concernant notamment :

- application du règlement de sécurité incendie dans les établissements recevant du public le règlement sanitaire départemental,
- le Code du Travail en particulier les dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil (Livre II, titre III, chapitre V),

- et en règle générale, tous documents techniques et règlements en vigueur, applicables à l'opération.

NOTA 1 : Les entreprises titulaires d'un ou plusieurs lots ne peuvent arguer de leur méconnaissance de l'ensemble des pièces constitutives des marchés de l'ensemble des lots, même si elles n'entrent pas toutes dans la constitution du marché de leur lot. Elles sont réputées en avoir pris connaissance et s'être en permanence tenues au courant de leur évolution.

NOTA 2 : La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) n'est contractuelle que pour la décomposition des ouvrages nécessaires. L'établissement des situations de travaux et en ce qui concerne les prix unitaires d'ouvrages destinés. L'évaluation des travaux éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés.

Article 3 : Prix du marché

3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- en tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent C.C.A.P. et dans le CCTP.

3.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la ou les formules suivantes :

Lot	Formule
01	$C_n = I(d-3)/I_0$
02	$C_n = I(d-3)/I_0$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I , sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

Les index de référence I , publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, servent de base pour la modalité de variation des prix.

3.3 - Répartition des dépenses communes

Pour l'application de l'article 10.1 du C.C.A.G.-Travaux, les dispositions suivantes seront retenues :

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par le titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne :

<i>Libellé</i>	<i>Lot</i>
Enlèvement et transport des déblais stockés jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets	tous
Obligation de laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux concernant le lot	tous
Nettoyage, réparation et remise en état des installations salies ou détériorées par le titulaire du lot	tous

En cas de non respect de ces exigences, le maître d'oeuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

Les dépenses indiquées ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire entre tous les lots :

- Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
- Chauffage du chantier à charge de chaque entreprise
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - ♦ l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - ♦ les dégradations et les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;
 - ♦ la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur.

Si le marché relatif à un lot, autre que celui ou ceux des titulaires affectés à la garde du chantier, est résilié par application des articles 47 ou 49 du C.C.A.G.-Travaux ; la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le(s) titulaire(s) du lot n°01 et ce jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire.

Le(s) titulaire(s) du lot n°01 n'aura pas la charge des dépenses justifiées entraînés par cette garde sauf si la défaillance est de son fait.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

4.2- Avance

Une avance de 5% du marché pourra être demandée par chaque corps d'état lors de la validation de leur marché.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux . Les comptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le montant des approvisionnements (il est établi sur la base de ceux qui sont constitués et pas encore utilisés) ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Mairie de Mios
Service Finances
Hôtel de ville
Place du XI Novembre

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

5.2 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments de l'article 114 du Code des marchés publics et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants direct :
 - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
 - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
 - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
 - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :
 - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
 - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux.

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est également stipulé à l'acte d'engagement, **il est de 38 semaines y compris la période de préparation de 30 jours**, le repliement des installations de chantier, la remise en état des lieux et les différents nettoyages.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui sera joint en annexe de ce présent C.C.A.P.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier. La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de mandater ultérieurement un OPC.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Pour chacun des marchés, en cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de six mois est prévu et il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

E) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

6.2 - Prolongation du délai d'exécution

Pour l'application éventuelle de l'article 19-2-3 du CCAG, et pour autant que soit contradictoirement constaté un arrêt effectif de l'exécution de tâches se situant sur le chemin critique du chantier de sorte que le respect d'un ou plusieurs des délais prévus par le marché s'en trouve compromis, chaque jour ouvré pendant lequel l'un des seuils d'intempéries ci-dessous fixés sera dépassé ouvrira droit à une prolongation, strictement égale en jours ouvrés, du délai d'exécution concerné, déduction faite des trente jours d'intempéries réputés prévisibles.

L'Entreprise devra justifier ses retards en produisant le bulletin mensuel publié par la station météorologique la plus proche du chantier, faisant apparaître pour chaque jour d'intempérie déclaré au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le temps à prendre en compte lorsque les phénomènes naturels suivants apparaîtront :

- VENT : vitesse maximale supérieure à 60 km/h (16m./sec.) ou vitesse moyenne sur 3 heures (entre 6 heures et 18 heures) au moins égale à 10 m/sec. interdisant l'usage des grues (avec prise en compte de 2 heures par coup de vent)

- GEL : Température de l'air sous abri, les jours où la température est égale ou inférieure à -2°C à l'ouverture du chantier ou, reste égale ou inférieur à 0°C entre 6 heures et 18 heures.

- PRECIPITATIONS : pendant 4 heures, de 6 h à 18 h, les précipitations étant supérieures à 6 mm.

Station météorologique de référence : MERIGNAC

L'Entreprise devra tenir à jour un tableau des intempéries précisant la date, la nature de l'intempérie, la durée et devra justifier les travaux concernés par l'arrêt de chantier.

Ces arrêts de chantier seront validés aux rendez-vous de chantier hebdomadaires par le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre.

Il est rappelé que les prolongations de délai notamment pour intempéries n'ouvrent pas droit à indemnisation de l'entrepreneur à moins que les intempéries ne puissent être contractuellement considérées comme n'étant pas normalement prévisibles au sens de l'article 1.3.3 et qu'elles provoquent un véritable bouleversement de l'économie du marché.

6.3 - Pénalités pour retard

Les pénalités énoncées ci-dessous, sont exclusives l'une de l'autre, en ce sens qu'elles peuvent se cumuler. En dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux le titulaire ne pourra prétendre à être exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000€ HT pour l'ensemble du marché.

6.3.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution (cf tableau récapitulatif ci-après)

Après avoir averti par compte rendu de chantier et lettre recommandée, seront appliquées au titulaire défaillant sur simple confrontation à la date d'expiration du délai contractuel d'exécution et de la date de fin d'exécution réelle constatée les pénalités correspondantes. L'entreprise en étant informée régulièrement, elles seront automatiquement déduites lors du décompte définitif de l'entreprise défaillante.

Outre ces pénalités de retard le titulaire responsable du retard se verra imputer à son compte les actualisations et révisions des corps d'état qu'il aura éventuellement retardé.

Tout retard constaté sur des opérations de repliement des installations de chantier, de remise en état des lieux et de différents nettoyages sera sanctionné comme retard dans l'exécution et l'achèvement des travaux.

6.3.2 - Pénalités pour retard dans la transmission de documents (cf tableau récapitulatif ci-après)

Le dépassement des délais entraîne, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, l'application selon les documents concernés de pénalités mentionnées dans le tableau récapitulatif.

libellé	Montant en € HT	observations
Pénalités pour retard dans l'exécution	300€/jour calendaire de retard	Voir article 6.3.1 ci dessus
Pénalités pour retard dans la transmission de documents fixés au présent CCAP	100€/jour calendaire de retard	Voir articles 6.3.2 et 9 du CCAP
Pénalités pour retard dans la transmission au maître d'œuvre des situations de paiement	150€/jour calendaire de retard	Voir article 6.3.2 ci dessus
Pénalités pour retard dans la transmission du mémoire définitif au maître d'oeuvre	150€/jour calendaire de retard	Voir article 6.3.2 ci dessus
Pénalités pour retard dans la présentation d'échantillons	150€/jour calendaire de retard	
Pénalités pour retard dans la présentation des pièces administratives relatives à un sous traitant	300€/jour calendaire de retard	
Pénalités pour absence en réunion (de tout genre)	Forfait de 150€ /absence	Sur convocation du maître d'ouvre ou maître d'ouvrage par téléphone, fax mail ou courrier
Pénalités pour retard à une réunion (de tout genre)	Forfait de 100€ /heure	Sans justification cohérente et si le retard est jugé préjudiciable au déroulement de la réunion
Pénalités pour retard de levée de réserve	300€/jour calendaire de retard	A compter de 1 mois après la date de réception avec réserve

Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Article 8 : Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du **lot n° 01 Gros Oeuvre**.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché.

Article 9 : Préparation et Coordination des travaux

Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai de 38 semaines d'exécution des travaux. Sa durée est de 30 jours à compter de la date de la notification du marché.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

Il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

La période de préparation est incluse dans la durée totale d'exécution.

Article 10 : Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.-Travaux.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné au présent C.C.A.P.

Article 11 : Installation et organisation du chantier

11.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants : Se reporter au CCTP

11.3 - Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière. La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions suivantes : Se reporter au CCTP

Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Se reporter au CCTP et à l'engagement pris par le candidat dans le cadre de la remise de son offre, à savoir le respect de la charte «chantier propre».

12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution des 38 semaines.

A la fin des travaux, dans le délai de 3 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent C.C.A.P.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 300,00 Euros par jour de retard (Cf article 6.3.1. du présent CCAP)

12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière se reporter au CCTP.

12.4 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, une pénalité égale à 150,00 Euros par jours de retard sera appliquée sur les sommes dues au(x) titulaire(s) (Cf article 6.3.1. du présent CCAP)

12.5 - Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 13 : Réception des travaux

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.-Travaux :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux (tous lots confondus) ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- le pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre sont avisés par le(s) titulaire(s) du ou des lots de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

Article 14 : Garanties et assurances

14.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

14.2 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code civil.

Article 15 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1^o du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 16 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. , sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Travaux

L'article 6.1 déroge à l'article 46.2.1 du C.C.A.G.-Travaux

L'article 6.3 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux

L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux

L'article 9.2 déroge à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux

L'article 12.2 déroge à l'article 19.1 du C.C.A.G.-Travaux

L'article 13 déroge à l'article 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. Travaux

A Mios, le 14 mai 2012

Ale.....

Le candidat, avec la mention « lu et
approuvé »

(signature et tampon)